

Légation

SUISSE.

N 896.

Pr. Circulation.  
9. VII. 70.

Paris, le 6 Juillet 1870.

Confidentiel

Monsieur le Président

La question politique qui, depuis trois jours, occupe tous les esprits, et qui est de la plus haute importance, non seulement pour la France, mais pour la paix européenne, c'est l'offre de la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern par le maréchal Prim, et l'acceptation de cette offre par le prince.

J'ai pensé qu'il vous serait agréable d'être renseigné d'une manière aussi complète et aussi positive que possible sur l'état actuel de la question.

Pour être en mesure de pouvoir vous fournir des

Monsieur le Dr T. Dubs  
Président de la Confédération suisse.

3



2

indications certaines, je me suis rendu ce matin chez M. Ologaga ambassadeur d'Espagne à Paris, avec lequel je suis en relations très agréables depuis son arrivée à Paris..

J'ai eu avec celui-ci un entretien qui a duré plus d'une heure, & je m'empresse de vous communiquer le résumé des informations que j'ai obtenues.

Le fait déjà mentionné dans les journaux, que le Ministère des affaires étrangères de France, ne savait absolument rien de ce qui se passait, est parfaitement exact. Ni ~~l'~~ l'ambassadeur de France à Berlin, <sup>en son remplacement</sup> ni l'ambassadeur de France à Madrid, ne l'avaient prévenu.

Le n'est que dimanche que M<sup>re</sup> Mercier, a annoncé ce fait, de Madrid, par un télégramme adressé au Duc de Gramont. Or dimanche, les journaux de Madrid en parlaient déjà.

Je puis ajouter que le Maréchal Voin a tenu les effres faites au prince de Hohenzollern secrètes même vis à vis

de M<sup>r</sup> Ologaga. C'est hier seulement que ce dernier a reçu une dépêche de Vrim lui annonçant que le prince Adolphe de Hohenzollern avait déclaré ~~par~~ dans une lettre adressée au maréchal Vrim, qu'il était tout disposé à accepter la couronne d'Espagne, si les Cortès se prononcent ~~en sa faveur~~ en sa faveur.

Cette démarche a provoqué une immense sensation à Paris, et soulevé de nouveau toutes les susceptibilités nationales des Français contre la Prusse.

L'opinion générale est que toutes les choses ont été arrangées par M<sup>r</sup> de Bismark d'accord avec le roi de Prusse, et il serait difficile de trouver un Français pénétré de l'idée contraire.

Cependant M<sup>r</sup> Ologaga m'a dit que lui personnellement, ne peut pas encore croire à l'intervention ~~décidée~~ du gouvernement de Berlin dans cette affaire jusqu'à ce jour. Il a ajouté textuellement qu'il envisage M<sup>r</sup> de Bismark comme un homme trop prudent et trop prévoyant pour ne pas être convaincu d'avance des conséquences très-graves de l'appel d'un prince prussien à la tête de la nation espagnole.

l'Empereur et son gouvernement ont été péniblement frappés par cette nouvelle tout-à-fait inattendue. Ils ont été surpris par l'événement comme tout le monde.

L'effet déplorable que la réalisation de ce plan exercerait inévitablement en France, s'il devait se réaliser, explique tout naturellement, que le Gouvernement Français fasse encore tout son possible pour s'y opposer. - L'Empereur a chargé le duc de Gramont de dire à l'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Werther, qu'il désire voir

M. de Werther communiquer à son souverain, que l'Empereur regardera comme une preuve éclatante de l'amour de la paix de la part du roi de Prusse, ~~le fait~~ le fait que celui-ci s'opposera à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince de Hohenzollern. Dans le cas où ce prince devrait maintenir sa résolution, et où les Cortès voudraient réellement lui confier la couronne, il pourrait en résulter des conséquences très graves, et il pourrait ne plus dépendre de l'Empereur, en présence de l'opinion publique en France, de les détourner."

quelques jours de plus."

Je n'ai pas lieu de douter, a ajouté M<sup>r</sup> Olozaga, que les paroles de l'Empereur impliquent un casus belli, si le prince de Hohenzollern est élu roi d'Espagne."

M<sup>r</sup> Olozaga s'est prononcé dans les termes les plus positifs contre la candidature d'un prince prussien. Cela provoquera à coup sûr la guerre civile en Espagne, et à cela viendrait encore s'ajouter peut-être la responsabilité d'une guerre entre la France et la Prusse." M<sup>r</sup> Olozaga m'a assuré avoir écrit hier dans ce sens au maréchal Prim, tout en regrettant que les choses fussent déjà aussi avancées.

Un journal de Paris a dit que l'Angleterre verrait d'assez bon oeil l'appel du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Ce fait m'a paru dès l'abord très-douteux de la part d'un gouvernement dont la politique est essentiellement dirigée par le désir de maintenir la paix. - J'ai demandé à M<sup>r</sup> Olozaga s'il savait quelque chose de positif à ce sujet.

Il m'a immédiatement répondu que mes doutes

6

n'étaient pas seulement justifiés, mais que d'après ce qu'il avait pu apprendre de très-bonne source, le Gouvernement Français était sûr que non seulement l'Angleterre, mais aussi les cabinets de Vienne et de Florence, feraient des démarches auprès du Gouvernement Espagnol pour chercher à obtenir de la part de celui-ci, la renonciation au plan de remettre la couronne à un prince prussien. — M. Olozaga désire et espère que des démarches de cette nature ne resteront pas sans effet à Madrid.

M. Olozaga n'a pas encore vu l'Empereur depuis que cette nouvelle est arrivée à Paris; mais il a été appelé à St Cloud ~~pour~~ aujourd'hui à deux heures. — Je ne crois pas me tromper en supposant que l'Empereur, avec lequel M. Olozaga a <sup>très bonnes</sup> relations personnelles, depuis leur séjour commun à Londres sous le règne de Louis-Philippe, exposera à l'Ambassadeur <sup>d'Espagne</sup> la portée de cet incident dans le même sens que vis à vis de l'Ambassadeur de Prusse par l'intermédiaire de M. de Gramont, et qu'il invitera M. Olozaga à user de toute son influence auprès de son gouvernement pour s'opposer à l'exécution de ce plan.



J'ai dit alors à M<sup>r</sup> Olozaga : "Dans ce cas, Vous  
 partirez sans doute immédiatement pour Madrid?" — "C'est  
 bien possible, a-t-il répliqué; cela dépendra essentiellement  
 des ouvertures que me fera l'Empereur." Une absence de  
 Paris est cependant très fâcheuse pour moi dans ce  
 moment, parce que j'ai avis que les Carlistes se prépa-  
 rent déjà à ouvrir la campagne sur territoire espagnol.

Il est un point sur lequel ma conversation avec  
 M<sup>r</sup> Olozaga a laissé certains doutes dans mon esprit. M<sup>r</sup>  
 Olozaga m'a dit que, dans son opinion personnelle, les offres  
 dernières faites au prince de Hohenzollern l'au-  
 raient été par le Maréchal <sup>Prim</sup>, sans entente préalable avec  
 le régent Ferrans et avec le conseil des Ministres. — D'un  
 autre côté, il m'a confié en même temps que, par suite  
 de la lettre reçue hier du Maréchal Prim, il avait reçu  
 l'ordre de faire insérer, dans les journaux de Paris, "que  
 Prim aurait agi dans toute cette affaire, d'accord avec le  
 Régent et avec le Conseil des Ministres", et de rectifier au  
 même temps la première nouvelle, répandue par un télégramme  
 de l'agence Havas, que la couronne serait décernée au prince Hohen-

Zollern sans notation préalable des Cortes. Une rectification dans ce sens se trouvait hier dans tous les journaux du soir sous forme d'un télégramme adressé de Madrid à l'agence Havas.

Un fait pourrait peut-être expliquer cette contradiction: Vous vous souvenez que peu de temps avant la dissolution des Cortes, le Maréchal Prim a fait un rapport sur les négociations qui ont eu lieu avec les différents candidats au trône d'Espagne. A cette occasion, il a aussi été fait mention de négociations avec un membre d'une famille princière allemande. J'ai appris d'une autre source ordinairement très bien renseignée, que le prince Adolphe Hohenzollern possède à Paris un agent de confiance avec lequel des conversations ont eu lieu de la part du Maréchal Prim, et cela à deux reprises différentes. Il paraît que ces négociations n'avaient pas abouti, ce qui expliquerait pourquoi Prim aurait pu déclarer qu'avant trois mois, il espérait que des négociations ultérieures pourraient néanmoins être couronnées de succès. Il est donc possible que ces premières négociations à Paris aient eu lieu par suite d'une entente entre Prim & le Conseil des

Ministres Espagnols, et que le Maréchal Prim se soit vu suffisamment autorisé à reprendre les négociations, par l'intermédiaire d'une déléation spéciale, sans demander, pour cette dernière démarche, une nouvelle résolution du Ministère — quoi qu'il en soit, ce qui est bien positif, c'est que M. Olozaga, ~~decidé~~ à la suite d'une lettre venue d'un membre du Cabinet dont il est particulièrement l'ami, m'a déclaré, comme son opinion personnelle, que les dernières offres faites au prince de Hohenzollern n'ont pas été l'objet d'une décision du Conseil des Ministres.

Un certain nombre de personnes, connaissant les relations qui existent entre Olozaga et Prim, ne sont pas disposés à admettre que le premier n'ait rien su de tout ce qui se préparait. M. Olozaga lui-même m'a dit être dans de très bons termes avec le Maréchal Prim. Mais il m'avait donné si positivement l'apparence qu'il ignorait tout ce qui s'est fait dans les derniers temps, que je ne puis pas partager ces doutes. — M. Olozaga m'a exprimé avec beaucoup de franchise et avec une certaine émotion com-

bien il regrette la tournure que prennent les affaires de sa patrie par suite de la dernière démarche de Prim. - Il m'a déclaré comprendre parfaitement que l'Empereur des Français, après l'effet déplorable produit en France par la bataille de Königgrätz, ne pourra pas consentir à ce qu'un prince prussien occupe le trône d'Espagne.

Les communications qui précèdent vous convaincront que la situation politique devient très sérieuse, et que la paix de l'Europe peut se voir compromise d'une manière tout à fait inattendue. Tous les Français que j'ai eu l'occasion d'entretenir hier et aujourd'hui m'ont exprimé la même manière de voir que m. Olozaga.

Dans l'intérêt du maintien de la paix, on doit exprimer l'espoir que le gouvernement Espagnol ne ferme pas l'oreille aux démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de l'Italie, dont j'ai fait mention plus haut.

Le baron de Werther est parti hier soir pour Inns, où se trouve le roi de Prusse. Il est venu me faire une visite hier à deux heures. Il a commencé

par m'exprimer sa satisfaction de la manière dont j'avais traité la question du St Gothard vis-à-vis du gouvernement français. Il a ajouté qu'il se rendait à Eins pour voir son souverain, et a soigneusement évité de s'exprimer sur la question espagnole, ce qui s'explique tout naturellement par la nature confidentielle de sa démarche auprès du roi Guillaume. Il m'a dit cependant qu'il venait de quitter M. Olivier et qu'il l'avait trouvé dans des dispositions très-pacifiques à l'égard de l'Allemagne. Avant de me quitter, M. de Werther est revenu sur la question du St Gothard, en exprimant le vif désir que le gouvernement et le Parlement Italiens ne tardent pas plus longtemps à ratifier la convention du 15 octobre 1869.

Il me reste à ajouter en terminant que M. Olozaga ~~procedo~~ s'est exprimé comme suit à la fin de notre entretien: „des faits que je vous ai communiqués ne l'ont été encore à aucun de nos collègues; je les confie à votre amitié et à votre discrétion!“ — Vous trouverez donc fort naturel, Monsieur le Président, qu'en raison du

Voie formulé par M. Olozaga, les communications qui précèdent soient considérées comme tout à fait confidentielles, afin de pouvoir recourir encore à l'événir à la source précieuse de laquelle je les tiens.

Je me permettrai, avant de terminer ce rapport, d'ajouter encore un renseignement qui résulte de mon entretien avec l'Ambassadeur d'Espagne, et qui est de nature à jeter un jour spécial sur le caractère du Maréchal Prim. — M. Olozaga m'a dit que Prim  $\frac{7}{8}$  avait une foule de bonnes qualités, mais qu'il ne se rendait nullement compte de l'importance des relations entre les Etats; qu'il n'avait jamais étudié le droit et la politique internationale. Préfaisant s'occuper de l'armée et des affaires intérieures, il ne lit pas même la partie des journaux consacrée aux Nouvelles extérieures, et il ne veut surtout jamais rien entendre de ce qu'on appelle des considérations et des égards diplomatiques. — C'est ce qui explique probablement, a ajouté M. Olozaga, que le Maréchal Prim ne se soit pas expliqué l'uni =

portance de la démarche, et ne se soit pas rendu compte  
des graves éventualités qui pouvaient s'y rattacher. — Je  
n'ai pu m'empêcher de répondre en hâte à M. Olozaga :  
« Il ne faut cependant pas être diplomate, ni être grand lecteur  
« d'articles de journaux pour pouvoir prévoir ce qui arrive  
« actuellement. »

J'ai cru devoir ajouter encore ce détail sur la person-  
nalité même du Maréchal Prim, et je saisis cette occasion  
pour Vous prier d'agréer, Monsieur le Président, l'assu-  
rance de ma plus haute considération.

Le Ministre de la Confédération Suisse



2759.

Bundesrath vom 9. Juli 1870

Paris 6 J.

Zurige Jurgen,

an

*[Faint, mostly illegible handwritten text, likely bleed-through from the reverse side of the page.]*

*[Faint handwritten signature or scribble.]*